



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ

RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO **83690 SALERNES** PARCELLES AI720 ET AI721

MAÎTRE D'OUVRAGE
SAIEM
247 Rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

MAÎTRE D'OEUVRE
PIERRE MARINO ARCHITECTE DPLG ARCHITECTE :
40, QUAI D'AGGRIPPA 83600 FREJUS

CHRISTOPHE PISANO ECONOMISTE / OPC :
1442 VIEILLE ROUTE DE GRASSE LA SAMBRE N°20 83300 DRAGUIGNAN

MISES A JOUR

DATE	INTITULE	CONCERNE LES ARTICLES N°
05/08/25	PGC INITIAL	1 à 17

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1. OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION.....	4
1.2. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	5
1.3. DESCRIPTION SOMMAIRE.....	6
1.4. LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS.....	6
1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	6
1.6. DÉCLARATIONS ADMINISTRATIVES.....	7
2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT.....	7
2.1. VOIES D'ACCÈS / DESSERTE.....	7
2.2. DANGERS SPÉCIFIQUES EXPORTÉS VERS L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....	7
2.3. DANGERS SPÉCIFIQUES IMPORTÉS PAR L'ENVIRONNEMENT VERS LE CHANTIER.....	8
2.4. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCÈS AUX SEULES PERSONNES AUTORISÉES.....	8
2.5. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE.....	9
2.6. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	11
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	11
3.1. RÉSEAUX DIVERS PRÉALABLES AUX TRAVAUX.....	11
3.2. CANTONNEMENTS.....	12
3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	12
4. ELECTRICITE DE CHANTIER.....	13
4.1. FORCE.....	13
4.2. ECLAIRAGE.....	15
4.3. MATÉRIEL ÉLECTRIQUE UTILISÉ PAR LES ENTREPRISES.....	15
5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER.....	16
5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION.....	16
6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE.....	16
6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
6.2. MOYENS DE LEVAGES.....	17
6.3. MESURES DE PRÉVENTION.....	17
7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER.....	18
7.1. CIRCULATION DE VÉHICULES.....	18
7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL.....	19
8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES.....	19
8.1. SECOURS.....	19
8.2. INCENDIE.....	20
9. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	20
9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	20
9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	23
10.1. PRÉSENCE D'AMIANTE.....	23
10.2. PRÉSENCE DE PLOMB.....	23
10.3. PRÉSENCE DES RISQUES LIÉS AUX VAGUES DE CHALEUR ET AU TRAVAIL EN PÉRIODE DE CANICULE.....	24
10.4 TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE FONDATIONS EXISTANTES.....	27
10.5 OUVRAGES PARTICULIERS À RÉALISER.....	27
10.6 UTILISATION OU EXPOSITION À DES PRODUITS DANGEREUX.....	31



11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ.....	32
11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PRÉPARATION DE CHANTIER :.....	32
11.2. DÉCALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSÉS, PROTECTIONS COLLECTIVES) :.....	32
12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	34
13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	35
13.2. LOT PRINCIPAL.....	35
13.2. SOUS-TRAITANCE.....	35
13.3. LOCATIER.....	36
13.4. LIVRAISON.....	36
15. LISTE DES INTERVENANTS.....	37
16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT.....	38

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Objet du plan général de coordination

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

1.1.1 Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- appliquer des pénalités définies au CCAP, CCTP § ... si l'entreprise n'obtempère pas aux demandes faites par le Coordonnateur sous 24 heures
- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements précités en cas :
 - d'observations répétées du coordonnateur
 - de retard constaté à l'issue de la période de préparation

1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire , la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

1.1.3. Les obligations des intervenants

Du Maître d'Ouvrage :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- déclarer les opérations de niveaux I et II
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- réaliser les VRD préalables pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.
- organiser les rapports entre Maître d'Œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGCSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

Du Maître d'Œuvre :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux	RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
Implantation géographique / adresse	12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO 83690 SALERNES PARCELLES AI720 ET AI721
Mode de passation des marchés	Lots Séparés LOT 1 : RENFORCEMENT DE SOLS DE FONDATIONS ET CLOUAGE MURS DE SOUTÈNEMENTS

1.3. Description sommaire

Préambule	<p>Les travaux comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PREPARATIONS / INSTALLATIONS • PRISE EN CHARGE DU SITE INSTALLATIONS DE CHANTIER • DECONSTRUCTION ET DEMOLITION • Démolition du bâtiment ancien garages • EVACUATION DES GRAVATS ET DECHETS • NETTOYAGE GENERAL • RENFORCEMENT DES FONDATIONS EXISTANTES DU BATIMENT « ANCIENNE ECOLE DES GARCONS » • SEMELLES BA EN SOUS OEUVRE PAR PASSE ALTERNEE • TRAITEMENT PAR INJECTION DE RESINE EXPANSIVE • MODIFICATION PROVISOIRE DES RESEAUX EP ENFACADES ET TOITURE • TRAITEMENT DES FISSURES EN FACADES • CONFORTEMENT DES MURS EXTERIEURS • CONFORTEMENT DES MURS PAR SYSTEMES D'ANCRAGES • CROIX E SAINT ANDRE • TRAITEMENT DES FISSURES • DEPOSE ET EVACUATION DES RENFORTS PROVISOIRES
Dimension	Voir les plans
Principales caractéristiques architecturales	Régionale
Procédés de construction imposés	Traditionnels

1.4. Liste des intervenants / nomenclature des lots

(Voir liste des intervenants / Déclaration préalable en annexe du présent PGC)

1.5. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Délai d'exécution	Durée initiale du chantier 3 mois y compris congés payés et jours d'intempérie selon précision du CCAP.
Période de préparation	<p>Les entreprises disposent d'un délai d'un mois à compter de la date de signature de leur marché.</p> <p>Durant cette période les entreprises doivent procéder avec le Coordonnateur à une visite d'inspection commune du chantier, qui doit leur permettre d'établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.).</p> <p>Dans tous les cas le Coordonnateur doit être en possession du P.P.S.P.S de chaque intervenant avant le démarrage de ses travaux.</p> <p>Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à .1 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.</p>
Prévision d'effectif	<p>Effectif estimé : 10 personnes en pointe</p> <p>Volume Hommes X Jours estimé : inférieur à 500</p>
Catégorie	Opération de catégorie 3

1.6. Déclarations administratives

Maître d' Ouvrage

Le Maître d' Ouvrage assure l'établissement et la diffusion de la Déclaration Préalable si nécessaire

Coordonnateur sécurité

Le Coordonnateur sécurité assure la mise à jour de la déclaration préalable et sa diffusion

2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

Accès principal

AVENUE VICTOR HUGO
83690 SALERNES

Charge admissible

Voir avec les services techniques de la Mairie de SALERNE

Fléchage Signalisation provisoire

signalétique à prévoir.
A charge du **LOT 1** la mise en place, le maintien en état et la dépose du fléchage (signalisation) depuis la départementale RD19 jusqu'au chantier après présentation au Maître d'Ouvrage, et en concertation / validation avec les services municipaux (la D.D.E.).

Gabarit à respecter

Voir le site et demander à la mairie de Draguignan – Rues piétonnes – accès assez difficile

Desserte du chantier pour le personnel

Véhicules de l'entreprise ou personnels

2.2. Dangers spécifiques exportés vers l'environnement du chantier

2.2.1. Présence d'activités du site

Préambule :

Le bâtiment est situé en plein centre ville de SALERNES

Les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

Description :

Risque de chute d'objet lors des travaux

Disposition à prendre :

- police de roulage ou arrêté de circulation
- dévoiement du flux piétons public sur le trottoir opposé, et ce, en concertation avec les services municipaux de la Mairie, à l'aide de barrière, marquage horizontal, signalisation verticale.

Localisation :

Domaine public - Accès

Lot chargé des dispositions à prendre :

LOT 1

Description :

Risque de chute d'objet lors des approvisionnements

PGCSPS / **RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS** LOCATIFS SOCIAUX 12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO
83690 SALERNES
PARCELLES AI720 ET AI721 - indice 1 – 5/8/2025

SO

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

Disposition à prendre :	programmation avec les services municipaux horaires de travaux particuliers balisage au sol police de roulage ou arrêté de circulation
Localisation :	Domaine public
Lot chargé des dispositions à prendre :	LOT 1
Description :	Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux
Disposition à prendre :	<ul style="list-style-type: none"> • Auvents au dessus des voies • Interdiction de survol de charge par Limiteur chariot • Gestion électronique du crochet • Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier. • Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.
Localisation :	Domaine public
Lot chargé des dispositions à prendre :	LOT 1

2.3. Dangers spécifiques importés par l'environnement vers le chantier

Présence de canalisations enterrées ou aériennes au voisinage des travaux :

Description :	Aucun réseau aérien ne survole le terrain à bâtir. Présence de Réseaux enterrés: <ul style="list-style-type: none"> • VOIR LES DICT
Disposition à prendre :	Les réseaux d'éclairage public et électricité doivent être déviés préalablement à la réalisation des travaux Les réseaux de gaz haute pression et oléoduc devront être , le cas échéant, protégés mécaniquement suivant indications du concessionnaire L'entreprise doit établir les DICT Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant récépissés des DICT renseignés par les concessionnaires L'entreprise respectera le décret du 8 janvier 1965 modifié le 1 mai 1995, articles 171 à 185 modifiés
Localisation :	Selon plans de récolement des concessionnaires Suite au repérage préalable et matérialisation (signalisation) au sol
Lot chargé des dispositions à prendre :	Maître d'Ouvrage / Gros Œuvre / Electricité /concessionnaire (gaz, THT)

2.4. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Procédure pour les entreprises	Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier. Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'Œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention. Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée. Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler. Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation
Cas particuliers « des	En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposi-

PGCSPS / **RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO**
83690 SALERNES
PARCELLES AI720 ET AI721 - indice 1 – 5/8/2025

SO

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

travailleurs temporaires »	tion lors de leur mise en place sur le chantier.
Cas particuliers « des locatiers »	Au regard du code du travail, un artisan ou « locatier »(tracto-pelle, pelle, grue mobile, trancheuse, camion benne) intervenant directement dans l'acte de construire est considéré comme entreprise. A ce titre sa présence doit être portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage et fera l'objet d'une procédure adaptée dite « simplifiée ». Se reporter à l'article 12.3.
Personnel extérieur au chantier	Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.
Entreprises extérieures intervenant pour le compte du Maître d' Ouvrage	Il est prévu l'intervention d'une entreprise : <ul style="list-style-type: none"> • de réseaux intervenant pour le compte d'un concessionnaire Cette entreprise interviendra en concomitance avec les entreprises du chantier. Elle ne sera pas intégrée au compte prorata
Entreprises extérieures intervenant pour le compte d' un Maître d' Ouvrage différent	Application de l'article L.235-10 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »
Concessionnaires intervenant dans le cadre de l'opération	Si ces derniers sont aussi maître d'ouvrage : Application de l'article L.235-10 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions » Notamment , en cas d'alimentation des colonnes montantes dans les gaines techniques palières à la fin des travaux , l'entreprise d'électricité ou/ et gaz assurera la mise en place d'affichettes sur les portes des placards techniques portant la mention « COLONNE SOUS TENSION – ACCES INTERDIT AUX PERSONNES NON HABILITE » Le maître d' Œuvre s'assure pour sa part que les portes de placards soient posées temps utiles Il s'assure de la bonne information des entreprises titulaires de lot. Les titulaires de lot veilleront à la bonne information de leurs éventuels sous- traitant. Les entreprises de VRD et Plantations consulteront les plans de récolement.

2.5. Interface chantier domaine public / Installations provisoires sur le domaine public voie publique

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	<p>Hauteur :2m, Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement complétés par une plinthe bois</u> et reposant sur des socles en béton. • bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. <p>L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent.</p>	Périphérie du chantier	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Portes et portails	<p>Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton. • bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par 	Entrée de chantier	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p>

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
	enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent. Fermeture : par chaîne et cadenas			Dépose en fin de chantier
Auvents / passage piéton couvert	Constitution : <ul style="list-style-type: none"> absence de point saillant hauteur libre de 1.9 m minimum. protection lourde type bastings jointifs à chants ou dispositif de résistance équivalente Equipements : éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA. résistance mécanique des appareils d'éclairage : IK 08 ou supérieur	Sur rue des sites	LOT 1	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Déviations véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs	Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation	Selon plan d'installation validé par les services municipaux	LOT 1	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Panneaux de signalisation Voies à créer	Dévoisement du flux piéton en concertation avec les services municipaux <ul style="list-style-type: none"> Barrière Rampe d'accès marquage horizontal signalisation verticale 	Entrée et voies de d'accès	LOT 1	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Signalisations provisoires	Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux : <ul style="list-style-type: none"> D.I.C.T. Permission d'occupation du domaine public Autorisation d'emprise sur voirie 	Selon police de roulage Selon permission de voirie	LOT 1	LOT 1
Autres	<ul style="list-style-type: none"> Autorisations délivrées par les concessionnaires. Autorisations délivrées par les propriétaires limitrophes. 	Selon repérage électromagnétique préalable selon piquetage préalable	LOT 1	LOT 1
Panneau de chantier	L'entreprise réalise, installe, entretient et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d' Œuvre. Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R324.1 du Code du Travail.	Son emplacement est défini en concertation avec le Maître d' Œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public	LOT 1	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Affichage	"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier	LOT 1	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Passerelles	Passerelles nécessaires au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose		LOT 1	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chant

2.6. Plan d'installation de chantier

L'entreprise **du LOT 1** soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage ou de préfabrication
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article L 235-16

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

3.1. Réseaux divers préalables aux travaux

ELECTRICITE COMPTAGE	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison <ul style="list-style-type: none"> • défini par les services EDF, • défini avec le maître d'ouvrage en limite de parcelle
	Entreprise chargée du raccordement	LOT 1 électricité
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	LOT 1 / Maître d'Ouvrage /

EAU COMPTAGE	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini <ul style="list-style-type: none"> par la compagnie fermière par le maître d'ouvrage en limite de parcelle
	Entreprise chargée du raccordement	LOT 1
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	LOT 1 / plombier / Maître d'Ouvrage /

EAUX USÉES	Localisation	Le réseau EU est situé <ul style="list-style-type: none"> à définir <p>Les sanitaires doivent être raccordés sur réseau d'égout par l'entreprise installatrice. En l'absence de réseaux aux abords immédiats, il est fait obligation de raccorder le sanitaire sur une fosse enterrée.</p>
	Entreprise chargée du raccordement	LOT 1 / VRD /
	Planification du raccordement	Pendant la phase de préparation de chantier et dans l'attente du raccordement sur le réseau définitif, il est admis la mise en place d'un sanitaire de type chimique avec entretien périodique.
	Frais :	Gros-Œuvre / VRD

3.2. Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité et à l'entreprise du lot Gros Œuvre, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- fiche OPPBTP en vigueur

Locaux équipés par le MOA (SAIEM) mis à la disposition des entreprises.

Nettoyage régulier assuré par les entreprises utilisatrice

3.3. Nettoyage du chantier

Règles générales	Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit. Chaque entreprise évacuera directement ses déchets en décharge agréée quotidiennement.
Règles générales	Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.
Bennes à gravois	Il est mis en service, pendant toute la durée du chantier, des bennes en nombre suffisant à l'usage de toutes les entreprises qui sont tenues d'y déposer <u>quotidiennement</u> les résidus de leur activité. Chaque entreprise doit procéder au démontage et compactage de ses emballages et colisages
Tri sélectif	Afin de limiter les coûts de mise en décharge, les entreprises sont invitées à envisager un tri sélectif des gravats et déchets. Dans cette hypothèse, l'entreprise prévoit la mise en place sur chaque benne de panneaux d'affichage amovibles et résistants aux intempéries et sur lesquels doit être indiquée la nature des déchets à y déposer.

Pour la benne 1 : Déchets inertes

- Terre et matériaux de terrassement ; béton armé et non armé ; pierres ; parpaings ; briques ; carrelages ; faïences ; gypse et plâtre ; ardoise ; verres ordinaires ; laines minérales ; matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre.

Pour la benne 2 : Déchets industriels banals (D.I.B.)

Béton léger (cellulaire) ; fers à béton ; placoplâtre ; métaux ; verres spéciaux (teinté, armé) ; bois non traité avec des produits toxiques ; plastiques et PVC ; polystyrène ; caoutchouc ; moquette ; laine de verre ; emballages non souillés.

Pour la benne 3 : Déchets industriels spéciaux

Bois traités avec des produits toxiques ; peintures et vernis ; solvants ; certaines colles ; matériels souillés (pinces, brosses, chiffons) ; emballages souillés.

Les produits amiantés sont évacués directement en décharge appropriée (classe 1 ou 3) par l'entreprise avec remise au maître d'ouvrage de l'original du bordereau du suivi des déchets.

Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier

Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.

Liste indicative des matériaux concernés
métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel)
peinture et vernis - emballage
tous produits chimiques
hydrocarbures
produits de soudage

Moyens mis en Œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
Bennes à gravais	Emplacement permettant les échanges de bennes sans intervention de la grue à tour	Mise en Œuvre à la fin de la période de préparation	LOT 1	LOT 1
Goulotte	L'entreprise fournit et entretient, à sa charge, les goulottes à gravats.	Mise en place dès la phase démolition Gros Œuvre	LOT 1	LOT 1
Nettoyage des véhicules	Si nécessaire, réalisation d'une aire de lavage des pneus des véhicules sortant du chantier.	Mise en place dès la phase Le chauffeur est chargé du lavage de son véhicule.	LOT 1	LOT 1

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1. Force

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

Description

L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :

- réseau cantonnement
- réseau alimentation des postes de travail
- réseau éclairage circulation
- réseau grue / centrale à béton / aire de préfabrication
- réseau pour ascenseur
- réseau pour façade (Plateforme motorisée à niveau variable / plateforme sur mât)

Le plan de ce réseau doit être soumis préalablement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et après approbation être affiché en permanence dans un lieu accessible.

Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation doivent être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du Décret n°88.1056 du 14.11.88 et de la norme NF C 15 100.

PGCSPS / **RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS** LOCATIFS SOCIAUX 12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO
83690 SALERNES

PARCELLES AI720 ET AI721 - indice 1 – 5/8/2025

SO

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

	<p>L'entreprise distribue, installe et alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chantier suivant la norme NF P 03 001. • ses propres installations • les installations communes de chantier • chaque bâtiment ou chaque groupe de maisons individuelles jusqu'à une distance de 2 m.
Lot chargé de l'installation	<p>Poste de travail : LOT 1 Cantonnement : LOT 1</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de leur mise en service • à chaque modification ou extension • annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Entretien de l'installation	<p>Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Le plan de l'installation doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>

4.1.2. Installations secondaires

Description, implantation et nombre de coffrets	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V • prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES • un bouton d'arrêt d'urgence <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.</p> <p>Dans tous les cas, l'installation est suffisante pour éviter l'utilisation de cordons prolongateurs de plus de 25 mètres.</p> <p>Prévoir la mise en Œuvre de 6 coffrets minimum</p>
Lot chargé de l'installation	LOT 1
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du compte prorata .
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de leur mise en service • à chaque modification ou extension • annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Appareil d'utilisation	<p>L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice.</p> <p>Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus.</p> <p>Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux .</p>
Installations particulières aux enceintes très conductrices	<p>L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.</p>



4.2. Eclairage

Dispositions générales:

	Description	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
Éclairage des postes de travail	L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation. L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du LOT 1		

4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

4.3.1 Cas Général

Caractéristique des appareils d'utilisation	<ul style="list-style-type: none">• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none">• IP 47 IK 08• Enrouleurs de classe B• Câbles H07 RNF
--	--	---

4.3.2 Cas particulier des interventions en Vide Sanitaire

Caractéristique des appareils d'utilisation	<ul style="list-style-type: none">• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none">• Dito 4.3.1 Cas général• Alimentation via un transformateur à séparation de circuit placé à l'extérieur de l'enceinte conductrice constituée par le VS.• Ce transformateur ne permet l'alimentation que d'un seul appareil d'utilisation
	<ul style="list-style-type: none">• appareils alimentés en Très Basse Tension de Sécurité (< 24 v)	

5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

5.1. Distribution, installation et alimentation

Origine	Comptage chantier – Constat du relevé avant utilisation et après du compteur existant
Description	<p>suivant la norme NF P 03 001. L'entreprise installatrice procédera au raccordement</p> <ul style="list-style-type: none"> des installations communes de chantier (bungalows, aire de lavage des véhicules ..) des ses installations propres (centrale , silo à béton, aire de nettoyage des bennes..) <p>l'installation sera protégée <u>mécaniquement</u> et <u>contre le gel</u> En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.</p> <p><u>Consistance de l'installation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de points de puisage en eau potable pour chaque bâtiment
Lot chargé de l'installation	<p>LOT 1 NOTA : Chaque entreprise concernée mettra en place des « manches » pour alimenter les éventuels postes de travail dans les étages.</p>
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du compte prorata .
Entretien de l'installation	<p>L'entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé Le plan de l'installation ,doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.</p>

6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

6.1. Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent

- à chaque niveau de la construction
- à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en Œuvre des matériaux.



6.2. Moyens de levages

Dispositions générales:

Les LOT 1 ET 2 installera des moyens de levages adaptés au site et à l'état actuel et structurel des bâtiments.
A faire valider par le BET et CSPS

NOTA : l'utilisation de treuil « console » sur étau bloqué en force, entre dalles, est absolument prohibée.

6.3. Mesures de prévention

Stabilité des supports et solidité	Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support (note de calcul à l'appui), l'entreprise utilisatrice peut mettre en place le dispositif de levage projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.
Vérification des engins	Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.
Limitations des interférences	Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences.
Limitation des manutentions manuelle	Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter : <ul style="list-style-type: none">• les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail• les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider les travailleurs à la mise en Œuvre des matériaux
Prévention des renversements	Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation avec la recommandation R 406 CNAMTS du 10 juin 2004.
Autorisation de conduite des engins de chantier, de levage, de manutention et des élévateurs de personnel	Les salariés chargés de leurs conduites doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement à l'issue d'une formation adaptée aux engins confiés (CACES ou équivalent) .

7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

7.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

Plan de circulation:

L'entreprise **du LOT 1** réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation.

Ce plan doit préciser :

- le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.
- la séparation des flux piéton et véhicule.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins:

Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Livraison/ Déchargement	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise.	Selon plan d'installation de chantier LOT 1	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière	LOT 1	LOT 1
Aires de stockage	Plateforme stabilisée et accessible par tout temps	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	LOT 1	LOT 1	LOT 1
Stationnement	<ul style="list-style-type: none"> • Plateforme stabilisée et accessible par tout temps • Prévoir un marquage au sol pour matérialiser les emplacements 	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	LOT 1	LOT 1	LOT 1
Signalisation	Mise en place d'un panneau stop, et d'un panneau directionnel	à l'aplomb du portail de sortie des véhicules lors de la pose de la clôture du chantier.	LOT 1	LOT 1	LOT 1

7.2. Circulation du personnel

Circulation horizontale :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Séparation des voies véhicules et personnel chantier	<ul style="list-style-type: none"> Cheminement piétons reliant à pieds secs l'entrée du chantier à la zone de cantonnement. Matérialisation physique au moyen de fiches porte lanterne et filet balis-ville ou équivalent 	<p>Selon plan de circulation Gros Œuvre</p> <p>Ce plan doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> le sens de circulation des véhicules et engins de chantier. la séparation des flux piéton et véhicule. 	L'entreprise de Gros Œuvre durant la phase de préparation de chantier	LOT 1	LOT 1
Protection des accès (auvents)	<ul style="list-style-type: none"> Protection lourde de type madiers jointifs à chants ou équivalent. hauteur libre : 2,00 m minimum 	Au droit de l'entrée principale du bâtiment	LOT 1	LOT 1	LOT 1

Circulation verticale:

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Escaliers EXISTANTS	<p>Escaliers des immeubles</p> <p>Vérifier la solidité des ouvrages – Renforcer si nécessaire</p>	Escaliers du bâtiment	LOT 1	LOT 1	LOT 1

8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

8.1. Secours

Numéro d'appel en cas d'urgence	Voir liste en annexe				
Implantation du téléphone de secours	Accessibilité	Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs			
	Localisation	<p>Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste.</p> <p>Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.</p>			
	Consommations	Elles sont gérées au titre du compte prorata			
	Lot chargé de son installation	LOT 1			

Accès réservé au secours

L'accès au chantier se fait par l'entrée donnant sur la voie nouvelle. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.

Relation avec les services de secours

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du **Lot Gros Œuvre** prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention.

En accord avec le Maître d' Œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement

8.2. Incendie

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Établissement d'un permis feu, journalier, avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mi-toyenne avec les zones en activité de l'établissement

L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour de leurs vérifications périodiques

Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux

Dépôts de carburant :

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance.

Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols.

Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

Produits inflammables, toxique :

Dépôt interdit dans les locaux du chantier ou à l'intérieur du bâtiment en construction .

Prévoir un approvisionnement au fur et à mesure des besoins

Dispositions prises contre le risque d'incendie

Protection contre le risque d'incendie du cantonnement

L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire)

Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.

Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail

L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...).

Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.

Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.

9. PROTECTIONS COLLECTIVES

9.1. Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Œuvre , aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.



9.2. Nature des protections collectives

Les protections collectives sont prioritaires aux protections individuelles

Emplacement	Risques	Type de protection	Responsable de sa mise en place
Murs et poteaux préfabriqués	Renversement d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité provisoire des ouvrages assurée par 2 dispositifs de stabilisation au minimum Appareux de levage adaptés au procédé retenu 	LOT 1
Voiles en béton banché	Renversement de coffrage	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité des coffrages assurés dans toutes les phases d'utilisation y compris stockage Deux dispositifs de stabilisation par panneau isolé N+ 1 dispositifs pour N panneaux assemblés Dans tous les cas se conformer aux préconisations du fabricant de banches 	LOT 1
	Renversement des ouvrages	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité provisoire des ouvrages assurée par construction Mise en place d'éléments d'étaie complémentaire 	LOT 1 BET structure
Montage des élévations en parpaings, béton cellulaire, briques	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps et accès intégrés aux plates-formes de travail protections plaquées sur la face opposée Ces protections sont compatibles avec la nature de l'ouvrage à réaliser y compris la pose des menuiseries extérieures 	LOT 1
	<ul style="list-style-type: none"> Renversement d'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> Proscrire l'utilisation de mortier retard Rangs montés quotidiennement limité à 7 Réalisation des chaînages à l'avancement Mode opératoire garantissant la stabilité des murs en phase provisoire par l'étaie provisoire de l'ouvrage défini par le bureau d'étude structure 	LOT 1
Pose des planchers préfabriqués	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps enfichés en tête de voile et/ou sur les poutres. Incorporation de fourreaux acier espacés de 1,5 m et dépassant le niveau fini du plancher 	LOT 1
Pose d'éléments horizontaux de planchers préfabriqués d'usine : - poutres - pré dalles - balcons - corniches	Ruine de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Demande de mise en place d'anneaux de levage Adéquation de l'étaie sur site avec le plan d'étaie Mise en Œuvre d'appuis complémentaires provisoires de rives même dans le cas de pose dites « sans étaie » Mise en place systématique d'un étaie de rive garantissant la longueur d'appui nécessaire en phase provisoire (cf. CPT planchers titre II). Appareux de levage adaptés aux différents procédés 	LOT 1
Rive de coffrage de plancher	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps verticaux ou filet pare-chute horizontaux platelage en débords avec protection verticale par garde corps plateforme de travail en encorbellement 	LOT 1

10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

10.1. Présence d'amiante

LES BATIMENTS ONT ETE DESAMIANTES PREALABLEMENT
L'entrepreneur du LOT1 pourra récupérer les rapports et mesures d'air libérateurs

10.2. Présence de plomb

Préambule	Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage devra à fait procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche de plomb et de son état de conservation.
Lots concernés	Tous les lots
Localisation :	Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic Les éléments contenant du plomb devront être clairement identifiés sur site (mode à définir dans le PPSPS).
Référence du rapport de diagnostic	<p>Selon les rapports Diagnostic plomb avant Travaux établis par AC ENVIRONNEMENT joints au DCE :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Diagnostic Plomb avant travaux de l'immeuble 14 avenue Victor Hugo 83690 Salernes – Référence n° 002EW369193 en date du 14/10/2024 et comportant 28 pages ; – Diagnostic Plomb avant travaux de l'immeuble « ancienne école des garçons » au 12 avenue Victor Hugo 83690 Salernes – Référence n° 002S0000091-2 en date du 17/10/2024 et comportant 101 pages. – Il ressort pour tous les bâtiments concernés un constat de risques d'exposition au plomb, faisant état de valeurs de concentrations surfaciques supérieures ou égales à 1 mg/cm² sur certains ouvrages et/ou équipements.
Conditions d'évacuation et d'élimination	<p>Suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Principes généraux de prévention : loi n° 91-1414 du 31 12 1991 • Prévention des risques chimiques : décret n° 92-1261 du 03 12 1992 • réglementation relative à la protection des travailleurs exposés au plomb : décret n° 88-120 du 01 02 1988 • protection et salubrité dans les chantiers du BTP : décret n° 65-48 du 08 01 1965 • Dépose, enlèvement et emport en décharge agréée par le lot 1 et 2: utilisation des protections individuelles adaptées.

10.3. Présence des risques liés aux vagues de chaleur et au travail en période de canicule

Préambule	<p>Contexte réglementaire</p> <p>Conformément au décret n°2025-456 du 22 mai 2025, entré en vigueur au 1er juillet 2025, des mesures spécifiques doivent être intégrées aux dispositifs de prévention sur les chantiers pour protéger les travailleurs en cas de fortes chaleurs ou d'épisodes caniculaires.</p> <p>Ce décret impose au maître d'ouvrage et aux entreprises de mettre en œuvre des mesures anticipées de prévention en cas de dépassement des seuils définis par Météo-France ou les autorités sanitaires, et prévoit une responsabilisation renforcée des intervenants vis-à-vis de la santé des travailleurs exposés à la chaleur.</p>
Lots concernés	Tous les lots
Localisation :	Totalité du chantier
Risques spécifiques	<p>1. Risques pour la santé des travailleurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coup de chaleur (hyperthermie grave) : élévation incontrôlée de la température corporelle ($> 40^{\circ}\text{C}$), pouvant entraîner un malaise grave, voire la mort si non prise en charge. • Déshydratation : perte excessive d'eau et de sels minéraux (sodium, potassium), réduisant les capacités physiques et cognitives. • Crampes de chaleur : douleurs musculaires intenses liées à un déséquilibre électrolytique (perte de sels minéraux par la sueur). • Épuisement dû à la chaleur : sensation de faiblesse, fatigue extrême, maux de tête, vertiges, troubles de la concentration. • Malaises (lipothymies, évanouissements) : perte de connaissance liée à une mauvaise régulation de la température corporelle. • Troubles cardiovasculaires aggravés : pour les personnes ayant des pathologies cardiaques, la chaleur constitue un facteur de risque. • Insuffisance rénale aiguë : en cas de déshydratation prolongée, risque d'atteinte rénale. • Aggravation de maladies chroniques : diabète, asthme, maladies respiratoires. <p>2. Risques pour la sécurité du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Altération de la vigilance : baisse de concentration, temps de réaction ralenti → risque d'accidents. • Perte de dextérité : gestes moins précis, difficultés de coordination. • Risque de chute : vertiges, faiblesse musculaire, malaise → chute de plain-pied ou de hauteur. • Erreur de manipulation d'outils ou de machines : due à la fatigue, à la transpiration ou à la perte de lucidité. • Port d'EPI inconfortables : combinaison, gants, casque... accentuant la chaleur et le stress thermique. • Diminution des capacités physiques : fatigue prématurée, performance réduite → surcharge pour l'organisme. • Refus ou oubli des protections : à cause de l'inconfort thermique. <p>3. Risques organisationnels et collectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'absentéisme (arrêts de travail pour coup de chaleur, fatigue, etc.) • Tensions entre travailleurs : irritabilité accrue par la chaleur • Difficultés à maintenir les cadences : baisse de productivité

- Défaut d'organisation des pauses, rotations ou approvisionnements d'eau
- Mauvais arbitrages de sécurité pour « finir vite » avant les heures les plus chaudes
- Non-respect des horaires adaptés ou des recommandations du coordonnateur SPS

4. Risques liés à l'environnement matériel du chantier

- Surface de travail brûlante (toitures, aciers, surfaces métalliques)
- Chantiers sans ombrage : zones d'intervention sans protection solaire
- Manque de ventilation ou de circulation d'air
- Travail en intérieur surchauffé ou mal ventilé
- Absence ou insuffisance de points d'eau potable
- Risque de surchauffe des machines ou matériels sensibles
- Pannes ou défaillances électriques liées à la chaleur

Conditions d'intervention

1. Mesures générales pour tous les intervenants

(Entrepreneurs, salariés, sous-traitants)

- Aménagement des horaires : privilégier les heures fraîches (tôt le matin), éviter 12h–16h.
- Accès à l'eau potable : mise à disposition d'eau fraîche en quantité suffisante (minimum 3 litres/jour/personne).
- Zones de repos ombragées ou ventilées à proximité des postes de travail.
- Pauses régulières : toutes les 45 min à 1 h en zone exposée.
- Port d'EPI adaptés à la chaleur : vêtements légers, respirants, casques ventilés, gants aérés.
- Rotation des tâches physiques et répartition des efforts.
- Travail en binôme pour permettre une vigilance partagée.
- Formation et affichage des signes d'alerte (maux de tête, nausées, étourdissements, peau sèche, etc.).
- Alerte en cas de malaise : conduite à tenir connue de tous.
- Suivi de la météo quotidienne et application des mesures adaptées selon les alertes.

2. Mesures organisationnelles pour les entreprises

- Intégrer la canicule dans le PPSPS : description des moyens, horaires, et consignes spécifiques.
- Prévoir un responsable "réfèrent chaleur" sur chantier.
- Adapter les cadences de travail et les zones d'intervention selon l'exposition au soleil.
- Limiter la coactivité sur des zones exposées ou restreintes.
- Organiser la gestion des pauses, des points d'eau et des zones de repos.
- S'assurer de la maintenance des machines sensibles à la chaleur.
- Disposer d'une trousse de secours complète et d'un protocole d'alerte interne.

3. Mesures prises par le maître d'ouvrage (MOA)

- Prévoir dès la phase projet des installations de chantier adaptées : zones d'ombre, sources d'eau, ventilation possible.
- Intégrer dans les marchés l'obligation de prévention en cas de canicule.
- Exiger que les entreprises traitent ce risque dans leur PPSPS.
- Accepter des ajustements de planning et d'horaires en cas d'alerte météo.
- Soutenir les décisions du coordonnateur SPS visant à suspendre temporairement certaines activités en cas de danger.

4. Mesures prises par le maître d'œuvre (MOE)

- Adapter le phasage des travaux pour éviter les opérations les plus physiques en période critique.



- Réduire les phases de coactivité en extérieur.
- S'assurer de l'application effective des mesures par les entreprises.
- Relayer les alertes canicule et soutenir les adaptations opérationnelles proposées par le CSPS.

5. Rôle du coordonnateur SPS

- Intégrer les mesures dans le PGC dès la conception.
- Imposer la présence du risque canicule dans les PPSPS.
- Veiller à la cohérence des mesures entre entreprises (horaires, pauses, zones partagées).
- Suivre les alertes météo et alerter les entreprises.
- Organiser, si besoin, des réunions sécurité spécifiques "chaleur".
- S'assurer de l'affichage et de la bonne information des compagnons sur le terrain.

10.4 Travaux de renforcement de fondations existantes

Localisation	Réalisation par reprise en sous-œuvre en béton par passe alternées ou injection résine expansive
Risques spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Effondrement / Éboulement Affaissement du bâtiment pendant la suppression partielle de la semelle. 2. Chutes de hauteur Chute dans la fouille ou dans une zone en contrebas 3. Chutes de plain-pied Glissade sur terrain instable, boueux ou encombré. 4. Chutes d'objets / matériaux Outils ou matériaux tombant au bord de fouilles 5. Écrasement / Coincement Coincement entre coffrages, ferraillements, engins. 6. TMS / Lombalgies Postures contraignantes, port de charges. 7. Bétonnage Projections de béton frais, risques chimiques, coffrage sous pression. 8. Risque électrique Contact avec réseaux enterrés non détectés. 9. Manque d'oxygène / gaz Atmosphère viciée en fond de fouille. 10. Bruit / vibrations Gêne sonore pour les opérateurs, impact sur structure existante. 11. Projections et brûlure avec la résine 12. Incendie - Explosion
Conditions d'intervention	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude structure préalable, phasage strict des passes, interdiction de travailler sur deux passes adjacentes, surveillance continue. 2. Accès sécurisé (échelles, PIR), protection des bords, formation préalable. 3. Nettoyage régulier, chaussure adaptée, rangement du chantier, éclairage si besoin. 4. Stockage sécurisé à distance, port du casque, limitation des zones de passage sous les charges. 5. Manutention mécanique, zones interdites autour des engins, surveillance lors des manœuvres. 6. Organisation des tâches, aide mécanique, formation gestes et postures 7. Port d'EPI (gants, lunettes), vérification des coffrages, encadrement du coulage. 8. DT/DICT obligatoire, marquage au sol, précautions avant terrassement. 9. Ventilation, détection de gaz, non-intervention seul. 10. EPI auditifs, plages horaires définies, information du voisinage et du MOA. 11. EPI étanches – formation du personnel – balisage des zones d'injection 12. Stockage des résines suivant FDS – moyen de prévention adapté (extincteurs)
Responsable de la mise en œuvre	Lot : 1

10.5 Ouvrages particuliers à réaliser

PGCSPS / RESTRUCTURATION DE BATIMENTS EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 12 ET 14 AVENUE VICTOR HUGO
83690 SALERNES
PARCELLES AI720 ET AI721 - indice 1 – 5/8/2025

SO

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

Localisation

Traitement des fissures en façades et confortements des murs par systèmes d'ancrage (croix de St André)

Risques spécifiques

1. Chute de hauteur (depuis échafaudage, nacelle, toiture, fenêtre)
2. Chute de plain-pied (sur sol encombré ou irrégulier)
3. Chute d'objets (outils, matériaux, éclats de béton)
4. Effondrement ou déstabilisation partielle de la façade ou du mur
5. Projection de poussières et débris (perçage, burinage)
6. Nuisances sonores (perforateurs, burineurs)
7. Risque de choc électrique (perforation proche de câbles ou équipements)
8. Mauvaises conditions météo (vent, pluie, gel)
9. Exposition au vide côté intérieur (en cas d'intervention sur bâtiment habité)
10. Coupures ou blessures par outils à main (marteaux, burins, meuleuses)
11. Projections (meuleuse, perforateur)
12. Vibrations prolongées (outils électroportatifs)
13. Poussières inhalées (béton, enduit, mortier)
14. Risque d'électrocution (matériel endommagé ou mal utilisé)
15. Risques physiques et posturaux
16. Troubles musculo-squelettiques (TMS) liés aux positions prolongées ou contraignantes
17. Port de charges lourdes (matériaux, ancrages)
18. Postures en équilibre ou contraignantes en hauteur ou dans des zones exiguës
19. Risques spécifiques aux opérations d'ancrage
20. Mauvaise mise en œuvre du scellement (risque de rupture d'ancrage)
21. Rupture d'éléments de maçonnerie ou de parement lors du perçage
22. Risque de perforation dans des zones fragilisées ou inconnues (réseaux, cavités)
23. Mauvais repérage de fissures structurelles (risque d'intervention inefficace)

Conditions d'intervention

REALISER LES TRAVAUX SUIVANT MODE OPERATOIRE DU BET

1. Chute de hauteur
 - Installer des échafaudages conformes avec plancher complet, plinthes et garde-corps
 - Utiliser des nacelles avec harnais et formation adéquate
 - Mettre en place des filets ou protections périphériques
 - Former le personnel au travail en hauteur
2. Chute de plain-pied
 - Maintenir les zones de circulation dégagées
 - Antidérapants sur les sols glissants
 - Port obligatoire de chaussures de sécurité adaptées
 - Baliser les zones de passage et organiser le chantier
3. Chute d'objets
 - Port du casque obligatoire
 - Utilisation de filets anti-chute de matériaux
 - Pose de plinthes sur les échafaudages
 - Organisation des postes de travail pour éviter le jet d'objets
4. Effondrement ou déstabilisation de façade
 - Étudier la stabilité avant intervention (diagnostic structurel préalable)
 - Étayer si nécessaire
 - N'intervenir qu'avec validation technique (BE, MOE, architecte)
 - Sécuriser les zones à risque par un périmètre d'exclusion

5. Projection de poussières et débris

- Port de lunettes de protection, visière, vêtements adaptés
- Utilisation de bâches de confinement
- Aspiration à la source ou arrosage pour limiter la poussière
- Limitation des personnes présentes à proximité

6. Nuisances sonores

- Port de protections auditives
- Limiter le temps d'exposition aux machines bruyantes
- Planifier les tâches bruyantes sur des plages horaires définies

7. Risque de choc électrique

- Détection préalable des réseaux (plan, DICT)
- Utiliser des outils isolés ou à basse tension si nécessaire
- Vérifier l'état des câbles et prises électriques
- Baliser les zones à risque

8. Mauvaises conditions météo

- Interrompre les travaux en cas de vent fort ou pluie
- Utiliser des protections contre la pluie (bâches, abris)
- Former à l'évaluation météo des risques
- Fournir des EPI adaptés au froid ou à la chaleur

9. Exposition au vide côté intérieur

- Installer des protections intérieures (filets, garde-corps, barrières)
- Informer et protéger les occupants ou autres intervenants
- Mettre en place un balisage intérieur clair

Risques liés aux outils et machines

10. Coupures ou blessures par outils

- Vérification de l'état des outils avant usage
- Port de gants anti-coupure et lunettes de protection
- Formation à l'utilisation correcte des outils
- Rangement systématique des outils après usage

11. Projections

- Port obligatoire de lunettes, visières et vêtements à manches longues
- Mise en place d'écrans ou de bâches de protection
- Éloigner les autres intervenants non concernés

12. Vibrations prolongées

- Alternier les postes de travail
- Choisir des outils à faibles vibrations
- Port de gants antivibrations
- Limiter la durée d'exposition par rotation des équipes

13. Poussières inhalées

- Port de masques FFP2 ou FFP3 selon le type de matériau
- Aspiration à la source ou humidification du support
- Interdiction de souffler les poussières à l'air comprimé
- Surveillance médicale si exposition prolongée

14. Risque d'électrocution

- Vérification des câbles, prises, et disjoncteurs
- Travail avec des outils électroportatifs certifiés
- Mise à la terre correcte des installations

- Formation à la consignation/déconsignation si applicable

Risques physiques et posturaux

15. Troubles musculo-squelettiques (TMS)

- Utiliser des outils ergonomiques et légers
- Former au port de charges et aux gestes/postures
- Prévoir des pauses régulières
- Organisation du chantier pour limiter les efforts inutiles

16. Port de charges lourdes

- Aides à la manutention (chariots, treuils, palans, etc.)
- Travail en binôme pour les charges lourdes
- Réduire le stockage en hauteur ou au sol extrême

17. Postures en équilibre ou contraignantes

- Planifier les travaux en limitant les zones difficiles d'accès
- Installer des plateformes ou supports stables pour travailler
- Adapter la hauteur de travail (échafaudage ajusté, PIR, etc.)

Risques spécifiques aux opérations d'ancrage

18. Mauvaise mise en œuvre du scellement

- Respect strict des procédures des fabricants (produits de scellement)
- Contrôle de la profondeur et du diamètre du forage
- Formation technique à la pose des ancrages

19. Rupture d'éléments de maçonnerie ou parement

- Pré-perçage doux, éviter les chocs violents
- Analyse préalable de la qualité du support
- Ajustement du type d'ancrage selon le support (béton, moellon, pierre, etc.)

20. Perforation dans zones fragiles/inconnues

- Repérage des réseaux ou cavités (plans, carottage exploratoire si nécessaire)
- Utilisation de détecteurs ou radars de structure
- Interruption immédiate en cas de doute ou résistance anormale

21. Mauvais repérage des fissures structurelles

- Diagnostic préalable par bureau d'étude ou expert
- Cartographie et marquage sur site des fissures à traiter
- Réalisation d'un plan d'ancrage validé par le MOE ou l'ingénieur structure

Responsable de la mise en œuvre

Entreprise concernées
LOT 1

10.6 Utilisation ou exposition à des produits dangereux

Nature des produits	<ul style="list-style-type: none"> • Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane, <p><u>NOTA:</u> Utilisation de produits chimiques dangereux : à performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.</p>
Localisation des interventions	Pièces fermées ou peu ventilées, circulations communes.
Risques spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Explosion, incendie • Inhalation de produit nocif ou toxiques • Inhalation de vapeurs ou gaz toxiques • Inhalation de poussières • Heurt
Conditions d'intervention	<p>Les travaux générateurs de nuisances tels que émanation de vapeurs nocives ou de poussières, sont à réaliser en priorité en atelier.</p> <p>En cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens collectifs adaptés aux situations de co-activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ces travaux sont réalisés hors co-activité • ventilation des locaux par des moyens naturel ou mécanique • choix des techniques et des modes opératoires à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation <p>L'entreprise transmet impérativement au Coordonnateur la fiche de sécurité des produits à utiliser</p> <p>L'entreprise générant des nuisances particulières tel que défini ci avant, doit, en plus des EPI fournis à ses employés, prendre les dispositions nécessaires pour protéger les autres personnes travaillant à proximité</p>
Responsable de la mise en œuvre	Entreprise concernée par la mise en œuvre de ces produits

11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

11.1. Organisation de la phase préparation de chantier :

L'organisation suivante est retenue :

1. installation de chantier : clôtures, bungalow.
2. en parallèle : réalisation des voies d'accès intérieures, réalisation des réseaux primaires.
3. fin de l'installation de chantier avec raccordements de tous les fluides.
4. terrassements généraux bâtiments et suite suivant le planning de l'OPC

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'Œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

11.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Lots concernés	LOT 1	
Localisation	Toiture - Fenêtres - à l'aplomb des postes de travail	
Mesures prises	Cas de l'entreprise générale :	Ces dispositions ne peuvent être confirmées qu'après désignation de l'entreprise, et sont fonction de l'enchaînement des tâches et du planning de travaux T.C.E. que l'entreprise établit. En l'absence de calendrier de travaux ce chapitre ne traite que des généralités. Suivant planning prévisionnel des travaux joint au dossier DCE. En cas de la non application de ces consignes, le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage le gel provisoire de ces zones de travail.
	Travaux superposés	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.
	Chutes d'objets	Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).
	Protection liée à la superposition des tâches dans un lot	Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.
	Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots	Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en Œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

Co-activité - Simultanéité

Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée.
La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Co-activité - Simultanéité

Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de :

- réalisation des colonnes ballastées : groupe de villas
- charpente couverture
- VRD/façades
- soudure, meulage
- mise en place d'un échafaudage commun : mise en place par le façadier au titre du compte inter entreprise - utilisation par le charpentier/couvreur pour réaliser l'habillage en sous face des avancées de toit.
 - utilisation par le charpentier/couvreur pour la mise en place des chéneaux et descentes EP -utilisation par le serrurier pour la mise en place du garde-corps définitif en protection contre les chutes sur les balcons la gestion des temps est à régler par l'OPC.
 - .mise en place de recettes à matériaux :
 - mise en place par le Gros Œuvre au titre du compte inter entreprise
 - emplacements en quinconce, pour rendre accessible R+1 ; R+2 ; R+3.
 - utilisation par le lot cloison, le lot carrelage, le lot plombier, le lot serrurerie
 - les emplacements sont à gérer par les entreprises intervenantes et reproduites sur la plan d'installation de chantier.
 - la gestion des temps est à régler par l'OPC

Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne.
La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Proposition de formules à insérer dans les contrats de maîtrise d'Œuvre :

M Olivier SCHMIDT est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que le maître d'Œuvre doit fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment doit rechercher avec le coordonnateur :

- les meilleures conditions d'exécution en sécurité des travaux au niveau des choix architecturaux et des délais,
- les meilleures conditions d'interventions ultérieures sur les ouvrages, en sécurité, et faire figurer dans le dossier de conception les dispositifs spécifiques prévus à cet effet.
- rédiger les mesures d'organisation générale du chantier qu'il a arrêtées en concertation avec le coordonnateur.
- se tenir informé des indications portées dans le Registre Journal, qu'il devra parapher avec ses observations éventuelles lorsqu'elles le concernent.
- insérer dans les dossiers de consultation et de marché des entreprises les documents que lui fournira le coordonnateur (PGCSPS, avec notamment les équipements collectifs de chantier).
- participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, avec voix délibérative dans le cas d'opération de niveau 1.

Le maître d'Œuvre rendra le coordonnateur destinataire des éléments nécessaires à la réalisation de sa mission, notamment tout document : pièces écrites et plans (esquisse, avant-projet, projet, exécution), descriptifs, comptes rendus des réunions (de programmation, d'études, de planification et de chantier) et convocations aux réunions prévues.

Proposition de formules à insérer dans les marchés d'entreprise :

M . Olivier SCHMIDT est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que les entreprises et leurs sous-traitants devront lui fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission.

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Connaître l'autorité et les moyens dont dispose le coordonnateur.
- Visiter le chantier avec le coordonnateur, préalablement à l'établissement de leur PPSPS.
- Établir, pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans les 30 ou 8 jours de la notification des marchés, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, en tenant compte du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par le coordonnateur et joint au dossier de consultation.
- Remettre leur PPSPS au coordonnateur en autant d'exemplaires que nécessaire (l'entreprise de gros Œuvre ou du lot principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au coordonnateur sécurité les exemplaires de son PPSPS nécessaires à la diffusion aux autres entreprises, en autant d'exemplaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres).
- Adresser au coordonnateur les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution et à sa demande les plans d'exécution dont il aurait besoin.
- Tenir compte des indications notées sur le Registre Journal, le parapher et si nécessaire y répondre.

13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

13.2. Lot principal

Règle de diffusion et de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par: le médecin du travail de l'entreprise • les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel • L'entreprise chargée du Gros Œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. : <ul style="list-style-type: none"> à l'inspecteur du travail au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT) au Comité Régional de l'O.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente) <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
Contenu	<p><u>P.P.S.P.S.</u> Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante. La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chantier et son environnement • les autres entreprises • l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants • description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-Œuvre, désamiantage, décapage du plomb <p>L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.</p> <p>Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Seuls les entrepreneurs de Gros Œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la CARSAT., l'O.P.B.T.P., l'Inspection du Travail, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

13.2. Sous-traitance

Diffusion du P.G.C.	<p>Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).</p>
Etablissement du P.P.S.P.S.	<p>Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.</p>



13.3. Locatiers

Procédure dite simplifiée

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant, faisant appel aux services d'un « locatier », devra nous transmettre la copie du livret d'accueil, signé par les deux parties et comprenant :

- coordonnées du « locatier »
- moyens matériels mis à disposition
- date et durée estimée de l'intervention
- zone d'intervention
- consignes écrites précisant les conditions de l'intervention du « locatier » : environnement du chantier , utilisation de l'engin, sous l'autorité directe du titulaire du marché et /ou son sous-traitant
- engagement écrit du locatier précisant qu'il respectera les consignes contenues dans le PPSPS du titulaire du marché et /ou son sous-traitant

P.P.S.P.S.

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant devra transmettre au « locatier » leur PPSPS.

13.4. Livraison

Protocole de sécurité

Nous recommandons la mise en place protocole de sécurité établi dans le cadre d'échange préalable entre entreprises (arrêté du 26 04 1996 articles 2, 3 et 4)

15. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
Maître d'Ouvrage	SAIEM 247 Rue Jean Aicard 83300 DRAGUIGNAN laurent.panetta@saiem-draguignan.fr	Laurent PANETTA 06 59 66 75 04
Maître d'œuvre Conception et réalisation	PIERRE MARINO ARCHITECTE DPLG ARCHITECTE : 40, QUAI D'AGGRIPPA 83600 FREJUS CHRISTOPHE PISANO ECONOMISTE / OPC : 1442 VIEILLE ROUTE DE GRASSE LA SAMBRE N°20 83300 DRAGUIGNAN	Christophe PISANO 06 09 62 09 38
Coordonnateur Sécurité Conception	S.O 4 rue du Four Neuf 83670 BARJOLS so.schmidtolivier@gmail.com	Olivier SCHMIDT 06 37 83 92 04
Coordonnateur Sécurité Réalisation	S.O 4 rue du Four Neuf 83670 BARJOLS so.schmidtolivier@gmail.com	Olivier SCHMIDT 06 37 83 92 04
Inspection du Travail	177, bld Charles BARNIER BP 131 83071 TOULON CEDEX T : 04.94.09.64.58 F : 04.94.09.65.40	MR DE FARIA
CARSAT	Département Prévention A.T. – Z.U.P. De la Rode - Rue Emile Olivier T : 04.94.46.89.62 F : 04.94.46.89.6	M. SCAVINO
O.P.P.B.T.P.	375 Bd Michelet 13009 MARSEILLE T : 04.91.71.48.48 F : 04.91.22.66.64	M. MOULARD



16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Pompiers	Tel fixe :18 Tel portable :112
SAMU	Tel fixe :15 Tel portable :112
. Police Nationale	Tel fixe :17 Tel portable :112
Urgence hôpital de DRAGUIGNAN	04 94 60 50 00
. Centre anti-poison Marseille	04.91.75.25.25
Météo	08.36.68.02.30
Odeur de Gaz	0810 433 030